

Procès-verbal de séance du Conseil Municipal jeudi 11 juillet 2013
Salle du Conseil municipal
Mairie de DISSAY



L'an deux mille treize, le 11 juillet, à 20h30, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur REMBLIER Louis, Maire.

Nombre de conseillers en exercice	20	Nombre de présents votants	13
Nombre de pouvoirs accordés	3	Nombre de suffrages exprimés	16

PRESENTS : Monsieur Louis REMBLIER, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Michel FRANCOIS, Madame Annick PLUMEREAU, Monsieur Pierre BREMOND, Monsieur Damien AUBRION, Madame Annie LEGRAND, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Carlos FERREIRA, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Monsieur Aymeric DUVAL, Madame Denise KARAGUITCHEFF, Monsieur Jean Marie THEBAULT.

POUVOIRS : Monsieur Sébastien PERE représenté par Monsieur Michel FRANCOIS, Monsieur François ARANDA représenté par Monsieur Damien AUBRION, Madame Sophie SEGUIN, représentée par Madame Annick PLUMEREAU.

EXCUSE: Monsieur Gérard ANDRE,

ABSENTS : Madame Arlette BRISON, Madame Marie-France DUBOIS, Monsieur Olivier POUZET
Monsieur Aymeric DUVAL a été élu secrétaire de séance

Mise au vote du Procès-verbal du Conseil Municipal, séance 18 juin 2013

Abstention	Contre	Pour
		16

Monsieur le Maire procède à la lecture de l'ordre du jour et demande à l'assemblée l'accord de rajouter des points à l'ordre du jour. Il fait appel aux questions diverses qui pourraient y être inscrites.

1. Ordre du jour

- Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 18/06/2013
- Avenants salle polyvalente
- DSP Puygremier
- PLU
- Modification de la délibération n°08-18/12/2012 Taxe PFAC
- Contrat d'apprentissage
- Assurance dommages ouvrages
- Hébergement Puygremier
- Installation de réglottes
- Tarif de l'eau : PRE (préservation ressource en eau)
- Conventions interventions périscolaires
- Questions diverses

2. Rajout Ordre du jour

- Contrat d'assurance véhicule de location secteur jeunes
- Attribution du lot n°5 du marché de restructuration de la salle polyvalente après relance
- Tarifs Puygremier demi-journée
- Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics 2012 : assainissement
- Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics 2012 : eau
- Décision modificative n°2 - budget camping
- Protocole d'accord transactionnel - marché de travaux pour la restructuration de la salle polyvalente
- Décision modificative n°1 - budget commune – Opérations patrimoniales- réintégration frais d'études, frais d'annonces et travaux en cours
- Décision modificative n°4 - budget Assainissement – Régularisation amortissements

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°01/11-07-2013: Avenant en diminution - Salle polyvalente

Considérant le marché de travaux de restructuration de la salle polyvalente,
Considérant les études APAVE et ARCABOIS,
Considérant les problématiques évoquées lors des réunions de chantier,
Considérant le courrier de la préfecture du 12 juin 2013 signalant un vice de procédure dans le marché de travaux pour la restructuration de la salle polyvalente pour transmission tardive des pièces au contrôle de légalité,

Vu la commission d'appel d'offres du 12/06/2013

Monsieur le maire informe le conseil que des ajustements de prestations sont apparus nécessaires sur le lot 3.

- Pour le lot 3 (entreprise SUIRE), un avenant en diminution de – 13,63% est donc nécessaire pour un montant de - 33 535,00 € HT.
- ➔ Après en avoir délibéré et après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, le conseil municipal autorise Monsieur le maire à signer l'avenant n°1 du lot 3 du marché de travaux de restructuration de la salle polyvalente et à régler les factures afférentes.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 02/11-07-2013 : Délégation de Service Public simplifiée pour la gestion et l'exploitation du centre de loisirs de Puygremier

1- Délégation de Service public simplifiée pour la gestion et l'exploitation du centre de loisirs de Puygremier : signature du contrat

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1415-5, L1411-7 et L2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28.03.2013 approuvant le principe de Délégation du Service Public simplifiée concernant la gestion et l'exploitation du Centre de Loisirs de Puygremier,

Vu l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 03.05.2013 pour publication à La Nouvelle République et sur la plateforme internet des marchés publics www.marches-securises.fr,

Vu le rapport d'analyse des candidatures et des offres,

Vu le compte-rendu des négociations du 28.06.2013,

Considérant que le conseil municipal doit se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat à venir notamment l'objet précis de celui-ci, la rémunération du délégataire et l'identité de son attributaire,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence, une seule offre a été présentée par l'association des Francas de la Vienne et a été jugée intéressante pour la commune,

Considérant que les principaux termes du contrat de concession doivent, outre son objet, préciser sa durée (du 02.09.2013 au 31.08.2014) les conditions techniques, financières et administratives de sa mise en œuvre,

Décide de confier sous forme de Délégation de Service Public Simplifiée par affermage, la gestion et l'exploitation du Centre de Loisirs de Puygremier, à l'association des Francas de la Vienne,

Décide que la rémunération du délégataire sera établie de la manière suivante :

- redevances sur les usagers (selon tarifs validés par le conseil municipal sauf tarifs du mercredi après-midi fixés entre les parties).
- participation de la commune de 53 000 euros, éventuellement révisable :
 - * en fonction des taux de prestations de service versés par la CAF dès que ceux-ci seront connus avec régularisation lors de l'échéance trimestrielle suivante. Ces modifications ne pourront intervenir qu'après la signature d'un avenant entre les parties suite au bilan fait en janvier 2014.
 - * en fonction du type de contrat liant la commune à la CAF de la Vienne,
 - toutes aides financières susceptibles de lui être allouées dans le cadre de certains projets.

2- Délégation de Service Public simplifiée pour la gestion du centre de loisirs de Puygremier : signature d'une convention financière avec l'association des Francas de la Vienne

Sur proposition de Monsieur le maire, l'assemblée délibérante,

- décide de verser à l'association des Francas de la Vienne pour le fonctionnement du Centre de Loisirs de Puygremier une subvention de 53 000 euros.

Le versement de cette subvention sera trimestriel, et versée aux dates ci-dessous :

- 1^{er} octobre 2013 : 13 250 €
- 1^{er} janvier 2014 : 13 250 €
- 1^{er} avril 2014 : 13 250 €
- 1^{er} juin 2014 : 13 250 €

- autorise le Maire à signer avec les Francas de la Vienne la convention financière nécessaire dans le cas du versement d'une subvention annuelle supérieure à 23 000 euros,

- autorise le Maire à signer avec les Francas de la Vienne une convention fixant les tarifs de l'accueil au Centre de loisirs de Puygremier le mercredi après-midi.

- dit qu'un exemplaire de ces conventions sera annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal, après délibération,

- approuve les termes du contrat de délégation pour la gestion du Centre de Loisirs de Puygremier,
- autorise le Maire à signer le contrat de Délégation de Service Public simplifiée avec l'association des Francas de la Vienne,
- autorise le Maire à signer la convention financière dans le cadre de la Délégation de Service Public simplifiée avec l'association les Francas de la Vienne.
- autorise le Maire à signer la convention fixant les tarifs d'accueil du Centre de loisirs de Puygremier le mercredi après-midi avec l'association les Francas de la Vienne.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°03/11-07-2013 : approbation du PLU

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal les conditions dans lesquelles le plan local d'urbanisme (PLU) a été élaboré, et à quelle étape de la procédure il se situe. Il rappelle les motifs de cette élaboration, les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), les modalités de la concertation choisies et précise quelles seront, pour chacune des zones, les règles d'urbanisme applicables.

Après avoir entendu l'exposé du Maire ;

Vu, la délibération en date du 25 mars 2010, prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme;

Vu, le débat en date du 25 octobre 2012, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables;

Vu, le projet de plan local d'urbanisme et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement, le règlement, les documents graphiques et les annexes ;

Considérant que, le projet de plan local d'urbanisme est prêt à être transmis aux personnes publiques, mentionnées aux articles L. 121-4 et L. 123-6 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- décide de tirer le bilan de la concertation;
- décide d'arrêter le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Dissay tel qu'il est annexé à la présente ;
- précise que le projet de plan local d'urbanisme sera communiqué pour avis :
 - au Préfet ;
 - aux services de l'état ;
 - aux personnes publiques associées autre que l'état ;

- aux personnes publiques consultées qui en ont fait la demande ;
- aux Maires des communes limitrophes qui en ont fait la demande ;
- aux Présidents des Établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui en ont fait la demande

Conformément à l'article R. 123-18- al. 2 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

La présente délibération accompagnée du projet de plan local d'urbanisme sera transmise à Monsieur le Préfet.

Abstention	Contre	Pour
1		15

Délibération n° 04/11-07-2013 : mise en place de la Participation au Fonctionnement de l'Assainissement Collectif (PAFC) en lieu et place de la Participation au Raccordement à l'Egout

Vu la délibération 08/18-12-2012 relative à la Mise en place de la Participation au Fonctionnement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en lieu et place de la Participation de Raccordement à l'Egout, Monsieur le maire propose d'annuler et de remplacer la délibération sus-référencée comme suit :

Monsieur le Maire présente le rapport suivant :

L'article 30 de la loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L.1331- 7 du Code de la Santé Publique, a créé la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC). La PFAC est perçue auprès de tous les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public d'assainissement visée à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les propriétaires d'immeubles d'habitations neufs, réalisés postérieurement à la mise en service du réseau public, et les propriétaires d'immeubles d'habitation préexistants à la construction du réseau.

La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ces travaux d'extension ou d'aménagement génèrent des eaux usées supplémentaires.

Le plafond légale de la PFAC est fixé à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire diminué du coût des travaux de construction de la partie publique du branchement lorsqu'elle est réalisée par le service d'assainissement dans les conditions de l'article L.1331-2 du Code de la Santé Publique.

L'article 37 (partie V) de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, codifié à l'article L1331-7 du Code de la santé publique, a créé un droit au raccordement au réseau public de collecte des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique, avec la possibilité pour la collectivité maître d'ouvrage du réseau de collecte d'astreindre ces propriétaires au versement d'une participation financière tenant compte de l'économie qu'ils réalisent en évitant le coût d'une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire.

Après cet exposé, Le Maire propose d'instaurer les dispositions suivantes :

Article 1 : Participation pour le financement de l'assainissement collectif

- La PFAC est instituée sur la commune à compter du 19 décembre 2012
- La PFAC est due par les propriétaires d'immeubles d'habitation dès lors que des eaux usées supplémentaires sont rejetées dans le réseau public de collecte des eaux usées sauf si ces mêmes propriétaires sont redevables au titre d'un permis de construire ou d'aménager correspondant à une demande déposée avant le 1^{er} juillet 2012.
- La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble à un réseau de collecte ancien ou nouveau, ou à la date d'ouverture de chantier de l'extension ou du réaménagement d'un immeuble déjà raccordé qui rejette des eaux usées supplémentaires.

La PFAC est calculée à partir des surfaces de plancher, soit la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert sous hauteur de plafond supérieure à 1.80 mètre. Cette surface est calculée à partir du nu intérieur des façades, l'épaisseur des murs extérieurs n'étant pas comptabilisée. Cette surface se substitue automatiquement à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher

hors œuvre nette (SHON) à compter du 1^{er} mars 2012, y compris dans les documents d'urbanisme qui n'auraient pas fait l'objet d'une mise à jour.

A/ Raccordement d'immeubles individuels neufs

Montant PFAC pour les surfaces planchers jusqu' à 120 m² :1600 € HT

Au-delà, 10 € HT/m² supplémentaires

B/ Raccordement d'immeubles collectifs neufs

Montant PFAC : 10 € HT/m² crée

C/Raccordement d'immeubles existants à un nouveau réseau

Montant PFAC : 1600 € HT

D/ Travaux d'extension générant des eaux usées supplémentaires

Montant PFAC : 10 € HT/m² créé

Article 2 : Participation pour rejet d'eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique (PFAC assimilés domestiques) »

Cette participation est instituée sur la commune à compter du 19 décembre 2012.

Elle est due par les propriétaires d'immeubles et d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique à la date du raccordement de l'immeuble au réseau de collecte des eaux usées.

A/ Montant de la PFAC « Assimilés Domestiques »

PFAC assimilés domestiques * coefficient d'activités

Type d'activité	Activité	Coefficient d'activité
Activité type domestique et Professionnelle non polluante Les eaux usées générées sont équivalentes à des eaux domestiques	Commerces (hors production alimentaire), cabinet médical, atelier automobile, bureaux, hôtellerie (sans restauration)...	1
Activité industrielle ou professionnelle polluante Production d'effluents non domestiques nécessitant la délivrance d'une autorisation de rejet	Activités de production, établissements de santé, laboratoires, activités de restauration, aires de lavage, commerces avec production alimentaire.....	1.2
Activités entraînant une production modérée d'eaux usées	Liste exhaustive : Locaux de spectacle, de réunion, de réception, musées, médiathèques, locaux sportifs, locaux scolaires, locaux agricoles, lieux de culte, piscine ouverte au public	1
Activités entraînant une faible production d'eaux usées	Locaux de stockage, plateforme logistique, entrepôts...	0.5

Après avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal

-décide d'instituer la PFAC conformément aux modalités proposées par le Maire dans les articles 1 et 2

-donne tous pouvoirs au Maire pour la mise en œuvre de ces dispositions

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 05/11-07-2013 : Contrat d'apprentissage

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le Décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

VU le Décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

VU l'avis donné par le Comité Technique Paritaire, en sa séance du (*préciser la date*).

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, se prononce sur :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2013-2014, 1 contrat d'apprentissage affecté aux services techniques

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 06/11-07-2013 : Choix De l'assurance Dommages ouvrages pour les travaux de restructuration de la salle polyvalente

Vu les travaux de restructuration de la salle polyvalente et les sommes engagées,

Vu la nécessité de souscrire une assurance dommages ouvrages pour couvrir ces travaux,

Vu la consultation effectuée et les offres reçues,

Considérant que l'entreprise SMACL a produit l'offre la moins-disante,

Vu les montants des devis présentés (inférieurs au seuil de 15 000€ HT) et conformément au code des marchés publics, monsieur le maire propose de passer une commande directe sans publicité,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer le devis présenté par l'entreprise SMACL pour un montant de 13 616.21 € HT soit 14 841.67€ TTC comprenant la convention Dommages Ouvrages,

Délibération adoptée à l'unanimité.

Abstention	Contre	Pour
		16

Hébergement Puygremier : délibération reportée au conseil de septembre 2013

Délibération n° 07/11-07-2013 : installation de réglettes signalétiques

Considérant la volonté de la commune de mettre en œuvre et de développer la signalétique des acteurs économiques,

Considérant que les acteurs économiques émettent la demande de signalétique à la commission développement économique, commerce et artisanat,

Monsieur Le maire propose à l'assemblée de définir les modalités d'implantations des réglottes et la réparation des coûts comme suit :

Dans la limite des possibilités d'implantation décidées par le Conseil Municipal,

Une fois les demandes approuvées par la commission développement économique, commerce et artisanat :

- La commune prend en charge le coût du support et la pose sera effectuée par les agents de la commune
 - L'acteur économique prend en charge le coût de l'adhésif soit 14€ HT l'exemplaire.
- Le support reste propriété de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte la proposition et autorise monsieur le maire à émettre les titres de recettes correspondants.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 08/11-07-2013 : tarif de la préservation ressources en eau

Considérant la Délibération n°37/28-03-2013 : Tarifs de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le maire informe l'assemblée qu'il convient de fixer le montant de la PRE : préservation des ressources en eau.

Monsieur le maire propose le tarif de 0.056€ / m³ soit une augmentation de 3.5%

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte la proposition

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 09/11-07-2013 : conventions temps périscolaires – temps méridien

Vu le Décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;

Vu les conditions d'organisation relatives à cette réforme,

Considérant la délibération n°11/12-02-2013 actant la mise en œuvre de la nouvelle organisation du temps scolaire et périscolaire à compter de la rentrée scolaire de septembre 2013

Considérant les travaux de la commission éducation et solidarités relatifs à la mise en œuvre de partenariats avec des associations pour animer des ateliers sur le temps méridien dans les deux écoles de la commune, Monsieur le maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire d'établir des conventions fixant les termes de ces interventions.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise monsieur le maire à signer les conventions d'intervention avec les associations rencontrées par la commission éducation et solidarités, et à verser la participation financière telle que définie dans les conventions.

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte la proposition.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 10/11-07-2013 : contrat d'assurance véhicule de location secteur jeunes

Vu la nécessité de recourir à un véhicule de location pour le secteur jeunes du 08/07/2013 au 03/08/2013 inclus,

Vu le montant des devis présentés (inférieurs au seuil de 15 000€ HT) et conformément au code des marchés publics, monsieur le maire propose de passer une commande directe sans publicité,

Vu la consultation effectuée et les offres reçues,

Vu le contrat d'assurance liant la commune à la compagnie d'assurance : SMACL,

Considérant que l'offre de la SMACL (98.53€ HT, soit 122.02€ TTC) est la moins-disante en formule tout risque avec une franchise de 300€,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer le devis présenté par l'entreprise SMACL pour un montant de 98.53€ HT, soit 122.02€ TTC.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n° 11/11-07-2013 : Attribution du lot n°5 du marché de restructuration de la salle polyvalente après relance

Considérant la délibération n°01/27-11-2012 relative à l'attribution des lots du marché « Restructuration de la salle polyvalente »

Considérant la délibération n°01/18-12-2012 relative à l'attribution du lot n°5 du marché de restructuration de la salle polyvalente

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la consultation du lot 5 concernant le marché de restructuration de la salle polyvalente a dû être relancée suite à la renonciation de l'offre avant notification du premier attributaire.

Une consultation passée selon la procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été effectuée.

Après analyse du bureau d'étude, il s'avère que la proposition de l'entreprise « côté plafonds » est la mieux-disante.

Le montant de ce lot s'élève à 63 005.40€ HT soit 75 354.46 € TTC.

Conformément à la décision de la commission d'appel d'offre réunie le 2 juillet 2013,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de retenir l'offre de cette entreprise pour le lot 5 « plâtrerie ».

Le montant total du marché alloti s'élève à 1 007 956.46 € HT, soit 1 205 515.93 € TTC.

Le conseil municipal accepte d'attribuer le lot 5 à l'entreprise « côté plafonds » pour le montant proposé, et accepte le montant total de l'opération.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°12/11-07-2013 : Tarifs municipaux, centre de loisir Puygremier :- mercredi temps scolaire -

Considérant la délibération n° 47/28-03-2013 relative aux tarifs municipaux du centre de loisir de Puygremier,

Considérant l'entrée en vigueur de la réforme des rythmes scolaires à compter du 2 septembre 2013,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de fixer les tarifs du centre de loisirs de Puygremier propres au mercredi après-midi, temps scolaire.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal des tarifs proposés par l'association des FRANCAS de la vienne dans l'offre remise dans le cadre de la consultation relative à la DSP du centre de loisirs de Puygremier,

Monsieur le Maire propose que ces tarifs soient applicables à compter du 2 septembre 2013 :

Tarif mercredi temps scolaire

QF1 moins de 549 : 2.00 €

QF2 de 550 à 699 : 5.50 €

QF3 de 700 à 1000 : 7.30 €

QF4 supérieur à 1000 : 8.50 €

Tarif extérieur : 15.30 €

Garderie : 0.60 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal, adopte ces tarifs à compter du 1^{er} septembre 2013

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°13/11-07-2013: Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement 2012

Monsieur le maire présente à l'assemblée délibérante le rapport annuel de l'assainissement collectif conformément à l'article L-2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2007-675 du 2 mai 2007.

A l'unanimité, l'assemblée délibérante approuve ce rapport dont un exemplaire sera annexé à la présente délibération.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°14/11-07-2013: Rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable 2012

Monsieur le maire présente à l'assemblée délibérante le rapport annuel de l'eau potable conformément à l'article L-2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2007-675 du 2 mai 2007.

A l'unanimité, l'assemblée délibérante approuve ce rapport dont un exemplaire sera annexé à la présente délibération.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°15/11-07-2013 : Décision modificative n°2 – Budget camping

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il convient de corriger l'imputation comme suit :

INVESTISSEMENT

Dépenses	
Article (Chap.) - Opération	Montant
5 : installation matériel et outillage technique	- 360
2184 : mobiliers	+ 360
Total Dépenses	0

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide la décision modificative

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°16/11-07-2013 : Protocole d'accord transactionnel - marché de travaux pour la restructuration de la salle polyvalente

Considérant le courrier de la préfecture du 12 juin 2013 signalant un vice de procédure dans le marché de travaux pour la restructuration de la salle polyvalente pour transmission tardive des pièces au contrôle de légalité,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient d'établir des protocoles d'accords transactionnels pour toutes les prestations réalisées avant signature des nouveaux actes d'engagement.

Ce protocole d'accord transactionnel concerne les prestations réalisées au titre du :

Lot n°1 : Démolition gros œuvres et VRD dont le titulaire est l'entreprise LASSALLE (et le sous-traitant l'entreprise SJS TP) pour un montant de 126 078.23€ HT (l'entreprise LASSALLE ayant réalisée des prestations de démolition et gros œuvre pour un montant de 120 410.32€ HT et le sous-traitant SJS TP ayant réalisée des prestations de démolition gros œuvre et VRD pour un montant de 5 667.91€ HT).

Lot n°12 : Plomberie sanitaires pour un montant de 6 555.54€ HT et pour des prestations de plomberie et sanitaires

Le maire informe le conseil municipal que ces entreprises ont déjà été réglées pour les prestations précitées

Après en avoir délibéré, le conseil municipal autorise monsieur le maire à signer les protocoles d'accords transactionnels avec ces 2 entreprises pour les prestations précitées.

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°17/11-07-2013 : Décision modificative n°1 - budget commune – Opérations patrimoniales- réintégration frais d'études, frais d'annonces et travaux en cours

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il convient de corriger les imputations comme suit :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
2313 (041) : Constructions	21 937,39	2031 (041) : Frais d'études	21 937,39
2313 (041) : Constructions	956,80	2031 (041) : Frais d'études	956,80
2313 (041) : Constructions	18 199,22	2031 (041) : Frais d'études	18 199,22
2313 (041) : Constructions	4 597,60	2033 (041) : Frais d'insertion	4 597,60
2313 (041) : Constructions	2 231,20	2033 (041) : Frais d'insertion	2 231,20
	47 922,21		47 922,21
Total Dépenses	47 922,21	Total Recettes	47 922,21

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide la décision modificative

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°18/11-07-2013 : Décision modificative n°4 - budget Assainissement – Régularisation amortissements

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il convient de corriger les imputations comme suit :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
		131 (13) : Subventions d'équipement	-5 174,77
		28156 (040) : Matériel spécifique d'exploitation	5 174,77
			0,00

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
022 (022) : Dépenses imprévues	-5 174,77		
6811 (042) : Dotation .aux amortissements, des immobilisations .incorporelles & corporelles	5 174,77		
	0,00		

Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00
-----------------------	-------------	-----------------------	-------------

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide la décision modificative

Abstention	Contre	Pour
		16

Délibération n°19/11-07-2013 : Décision modificative n°4 - budget Eau – Régularisation amortissements

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il convient de corriger les imputations comme suit :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
		131 (13) : Subventions d'équipement	-999.16
		28156 (040) : Matériel spécifique d'exploitation	999.16
			0,00

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
022 (022) : Dépenses imprévues	-999.16		
6811 (042) : Dotation .aux amortissements, des immobilisations .incorporelles & corporelles	999.16		
	0,00		

Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00
-----------------------	-------------	-----------------------	-------------

Après en avoir délibéré, le conseil municipal valide la décision modificative

Abstention	Contre	Pour
		16

L'ordre du jour étant épuisé, le Maire, puis chaque adjoint dresse le bilan des travaux de chacune des commissions :

Intervention de Monsieur Louis REMBLIER, Maire

Monsieur Le Maire informe du passage de la 4G sur la commune par Bouygues télécom.

Monsieur Le Maire indique que la préfecture va mettre en place un nouveau dispositif de stockage et de distribution des comprimés d'iodure de potassium pour l'ensemble des communes du département de la Vienne.

Monsieur Le Maire fait part que la proposition pour l'implantation d'un distributeur de billets sur la commune de Dissay est négative.

Monsieur Le Maire précise que la commune de Jaunay-Clan a donné un avis défavorable pour l'ouverture du parc de loisirs pour enfants. Etant un établissement Recevant du Public (ERP), le gérant doit procéder aux contrôles prévus en matière de sécurité.

Intervention de Madame Françoise DEBIN, adjointe au Maire, en charge de l'environnement et du cadre de vie

Madame Françoise DEBIN fait part qu'il faudra peut-être prévoir un conseil exceptionnel la 2^{ème} semaine d'août concernant le dossier du marché de la salle polyvalente.

Madame Françoise DEBIN informe l'assemblée qu'une réunion de travail sur l'aménagement du centre bourg est programmée le jeudi 3 octobre à 20h30 avec Monsieur DESMARCHAIS du cabinet *parcours*.

Intervention de M. Michel FRANCOIS, Maire-Adjoint à la Communication et à la Citoyenneté

Monsieur Michel FRANCOIS, en tant que délégué titulaire à la Communauté de communes Val Vert du Clain expose d'abord les principaux points abordés lors de la réunion du conseil communautaire du 5 juillet 2013, à savoir :

- la prévision d'exécution budgétaire du budget 2013 fait ressortir, après 6 mois, un écart à financer par rapport aux prévisions de 49 729 €, écart dû en partie à la diminution des recettes de la CVAE de 53 613 €. La somme sera à prendre sur la réserve pour imprévus. Compte tenu de ce contexte, le président Francis Girault a indiqué qu'il serait certainement nécessaire d'augmenter les impôts en 2014...
- le programme Cordée TPE a permis de mobiliser 46 323 € pour 6 entreprises du Val Vert
- création de la ludothèque, sous le nom Ludo trot' et, dans un premier temps, itinérante grâce aux salles mises à disposition par les communes membres. Etude en cours pour réaménager un lieu d'accueil fixe.
- vente au SDIS d'un bâtiment communautaire pour 43 000 €
- rencontre avec Terres de France, Hôtels et résidences nature, à propos des terrains de Saint-Cyr

Monsieur Michel FRANCOIS revient ensuite sur l'opération Presse menée avec la Nouvelle République et Centre Presse. 2 x 2000 journaux ont été distribués gratuitement aux habitants de la commune, mais aussi St Georges, Jaunay Clan et St Cyr. 2 pages spéciales "Dissay à la loupe" sont parues selon les souhaits de la commission : 1 page sur la programmation de l'été et 1 page sur les grands projets de la commune (notamment le PLU et les travaux de restructuration de la salle polyvalente).

Monsieur Michel FRANCOIS fait part que l'inauguration des projets du CCJ (jeux de plage et skate Park) du vendredi 5 juillet 2013 a été un franc succès avec plus de 300 participants, et remercie toutes les personnes qui se sont associées à ce projet.

Monsieur Michel FRANCOIS informe que la commission travaille actuellement sur le prochain Dissay Les Echos et s'est déjà réunie à deux reprises les 1er et 8 juillet derniers. Il propose qu'une dernière réunion soit prévue pour la relecture des textes pour une publication fin juillet 2013 et distribution le 1er week-end d'août.

Monsieur Michel FRANCOIS indique la mise en place des nouvelles signalétiques dans le courant de l'été :

- Totems : La plage, le City Stade/skate Park et remplacement de celui de l'accueil jeunes à la Mourauderie.
- Enseignes : la salle Galipeau et la Mairie (nouveaux horaires).

Intervention de Mme Annick PLUMEREAU, Maire-Adjointe à l'Education et la Solidarité :

Madame Annick PLUMEREAU indique que la prochaine commission « Education et Solidarités » se déroulera le 18/09/2013.

Madame Annick PLUMEREAU mentionne que l'entreprise créations Velours et Soie a obtenu un prix lors du concours Créa Territoire, les membres sont Invités pour le vernissage de l'exposition "de Fil en aiguille" le vendredi 12 juillet 2013 à 18h00 à l'office de tourisme de Jaunay-Clan.

Madame Annick PLUMEREAU précise qu'une réunion a eu lieu avec le directeur du service technique et les directeurs des écoles sur les différents travaux à effectuer pendant les vacances scolaires.

Madame Annick PLUMEREAU informe à l'assemblée que le rectorat de l'académie de Poitiers va procéder au versement du fonds d'amorçage pour les communes qui mettent en place les nouveaux rythmes scolaires dès la rentrée 2013.

Intervention de M. Pierre BREMOND, Adjoint au Maire chargé de la Vie Associative :

Monsieur Pierre BREMOND, informe que l'organisation du concert de NOA, dans le cadre des Heures Vagabondes a bien avancé, les modalités et le plan de sécurité avec la préfecture sont effectués, les points les plus importants sont pratiquement terminés. Les commissions composées de bénévoles vont se réunir pour finaliser ce projet.

Monsieur Pierre BREMOND mentionne que M. Patrick JOUBERT, Président des Cœurs d'Hommes du Haut-Poitou, remercie la municipalité d'avoir autorisé que le concert se déroule dans l'église de Dissay.

Monsieur Pierre BREMOND indique qu'une table de ping-pong a été achetée, un billard et des jeux de palets ont été mis à disposition, et la réalisation d'un terrain de boule.

Monsieur Pierre BREMOND précise que le bilan de la saison musicale 2013 « musique en Clain » est disponible. Le programme pour une 2^{ème} saison est en cours d'élaboration et sera présenté mi-septembre.

Monsieur Pierre BREMOND signale que le basket club ne peut pas pratiquer leurs activités à Dissay (travaux salles polyvalentes en cours) l'association à la possibilité d'occuper le gymnase de Naintré.

Les questions diverses et l'ordre du jour étant épuisé, le Maire lève la séance à 00h10.
Adopté en séance ordinaire du Conseil municipal du jeudi 11 juillet 2013,

Le Maire,
Louis REMBLIER

Le Secrétaire de séance,
Aymeric DUVAL

